

Loiret → Le fait du jour

La piscine

Le centre pénitentiaire d'Orléans-Saran s'était vu attribuer le surnom de « piscine » lorsque ses fondations avaient été inondées lors de sa construction, en 2011.

Un chiffre

418 Le nombre de détenus, le 9 janvier dernier, au centre pénitentiaire d'Orléans-Saran, dont 318 à la maison d'arrêt pour hommes.

Investissement

Le centre pénitentiaire d'Orléans-Saran a été ouvert en juillet 2014. Construit pour un montant de 100 millions d'euros il a été conçu pour accueillir 768 détenus.

TRAVAUX ■ Le centre pénitentiaire de Saran a été touché par les inondations du printemps dernier

La prison sort enfin la tête de l'eau

Le garde des Sceaux consacre 1,6 million d'euros pour des travaux qui devraient assurer la mise hors d'eau de l'établissement.

Philippe Abline
philippe.abline@centrefrance.com

Le garde des Sceaux s'engage. Interpellé par le sénateur du Loiret Jean-Pierre Sueur (PS), le ministre Jean-Jacques Urvoas a établi un calendrier pour la remise en état du centre pénitentiaire d'Orléans-Saran (CPOS) et apporté des précisions sur le recouvrement.

Le centre pénitentiaire d'Orléans-Saran avait « frôlé la correctionnelle » le 31 mai dernier lorsqu'il avait fallu, de nuit, transférer plus d'une centaine de détenus. Le débordement de la rivière souterraine La Retrève avait inondé un des deux bâtiments. Depuis, le chef d'établissement est parti et le centre de détention (ouvert en juillet 2014) connaît les problèmes de surpopulation de ses voisins. Deux suicides de détenus ont été recensés en début d'année. Une tentative de prise d'otages de personnels pénitentiaires a conduit à une grève.



DOMMAGES. Le fonctionnement du centre pénitentiaire est perturbé depuis le 31 mai dernier. ARCHIVE

→ QUESTIONS À

Êtes-vous satisfait des réponses ?



JEAN-PIERRE SUEUR
Sénateur (PS) du Loiret

Ainsi que je l'ai écrit, je resterai « extrêmement vigilant » quant au respect des engagements pris par le garde des Sceaux. J'avais interpellé le ministre sur le fait que la commune de Saran avait alerté sur les risques de ce site. Le rapport sur les inondations des services du ministère de l'Environnement (notre édition du vendredi 10 février) montre en effet que le gros souci est que la rivière La Retrève passe sous la prison. Je veux que les travaux empêchent toute inondation dans les 2,3,5, 10 ans qui viennent. Il faut revoir toute l'étanchéité de cet établissement, sinon cela pose question sur l'utilisation des fonds publics.

Par Ph.A.

L'achèvement des travaux annoncé pour fin 2017

Jean-Pierre Sueur avait rencontré les délégués du personnel à cette occasion. Dans la foulée, il écrivait au ministre de la Justice pour lui demander des informations sur les travaux envisagés et l'alerter sur les conditions de travail des surveillants. Jean-Jacques Urvoas vient donc

→ LES ENGAGEMENTS PRIS

TRAVAUX

Jean-Jacques Urvoas, garde des Sceaux, indique qu'« 1,6 million d'euros a été mobilisé » pour nettoyer, installer des pompes d'évacuation plus puissantes, repositionner des pompes du réseau incendie, créer des canalisations, renforcer certains talus. Un diagnostic doit être remis « en février » pour définir les travaux à envisager. L'achèvement du chantier est annoncé « à la fin de cette année ».

SURPOPULATION

Un travail « a été engagé au niveau interrégional » pour traiter plus rapidement les dossiers d'orientation des personnes condamnées. Neuf personnes ont été transférées vers Châteaudun (Eure-et-Loir) le 3 janvier.

PERSONNEL

Le pôle de rattachement d'extraction judiciaire passera de seize à dix-huit gardiens.

de répondre. Il prend plusieurs engagements (*lire ci-contre*) dont ceux que la remise en état de l'établissement est en cours et que tout sera rentré dans l'ordre fin décembre 2017.

Le garde des Sceaux informe en outre le sénateur du Loiret qu'un nouveau chef d'établissement est sur le point d'arriver. Il a, en fait, été nommé lors de la commission paritaire du 31 janvier dernier (l'administration pénitentiaire ne veut pas dévoiler son nom), sa prise de

fonction est en cours de négociation.

Jean-Jacques Urvoas informe, en outre, que des options ont été prises pour alléger la population carcérale et pour permettre au service d'extraction judiciaire d'accomplir sa mission dans de meilleures conditions.

Jean-Pierre Sueur précise qu'il veillera à ce que l'annonce soit suivie des faits. C'est d'ailleurs pour que les gens s'en souviennent qu'il a choisi de rendre publics les propos du ministre. ■

« Personne ne croit à la livraison des travaux à la fin de l'année »

Thierry Cordelette, secrétaire général de l'union régionale (Centre-Val de Loire, Bourgogne et Franche-Comté) du syndicat Ufap-Unsa ne croit pas à une amélioration rapide de la situation.

« Personne, pas même l'administration, ne croit à la livraison des travaux à la fin de l'année », assure le représentant du personnel, selon qui, « il n'est même pas sûr qu'on puisse rouvrir un des bâtiments ». Car l'eau s'y infiltre dès qu'il pleut. Cela a encore été le cas récemment, rapporte Thierry Cordelette.

Le ministre de la Justice an-

nonce un taux de couverture de 90 % (nombre de surveillants par rapport au nombre de détenus) à Orléans-Saran. Le syndicaliste ne s'en satisfait pas dans la mesure où, selon lui, la commission paritaire de mars validera « une vingtaine de départs ».

Enfin, pour ce qui est de la surpopulation carcérale, la situation n'est pas prête de bouger si l'on en croit Thierry Cordelette. Il souligne en effet qu'il n'existe plus de solution de transfert vers les centres de détention voisins, déjà « pleins à craquer ». ■

CERFRANCE
ALLIANCE CENTRE
Expertise-comptable
ET Accompagnement du dirigeant

84 %

des clients sont prêts à nous recommander*

Merci pour cette déclaration !

www.alliancecentre.fr

207204

*Enquête 2016 réalisée par IPSOS